

Le MR fustige le dirigisme du ministre Marcourt

Sa réforme de l'enseignement supérieur ne laisse aucune place à la liberté d'association.

RIPOSTE

Entretien Alice Dive

Suite à la publication, vendredi, dans nos colonnes, de l'interview du ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt (PS), au sujet de la réforme du paysage de l'enseignement supérieur, la chef de file de l'opposition au Parlement de la Communauté française, Françoise Bertieaux (MR), n'a pas tardé à réagir. Elle nous livre son point de vue et la position de son parti.

A chaud, vos réactions d'abord.

Ce qui me frappe le plus dans le discours du ministre Marcourt, c'est qu'il traite de "stupide" tout qui ne partage pas son avis. Il y a vraiment dans son chef cette volonté de conserver l'idéologie de son projet coûte que coûte, quelles que soient les objections qui lui sont faites. C'est quand même une approche relativement arrogante, d'autant plus lorsque vous êtes en négociation avec des personnes d'un haut niveau d'intelligence, comme le monde universitaire et celui des hautes écoles.

Sur le projet à présent, quid de la position du MR quant à la mise en place d'une Académie de recherche et d'enseignement supérieur (Ares)?

Il est clair que nous partageons une très grande convergence sur la nécessité d'avoir une académie unique (plutôt que trois à l'heure actuelle), une coupole à la taille de la Communauté française, à la taille de ce que nous représentons sur le plan européen. Cela, je pense que c'est un souhait qui est quasiment unanimement partagé. Par contre, là où j'étais sur le point de m'écrouler, c'est quand j'ai vu ce que le ministre en a fait dans son avant-projet de décret. Ce qu'il appelle du "pilottage", moi je qualifie cela de "dirigisme" du gouvernement sur le secteur de l'enseignement supérieur.

Vous évoquez ici la nomination par le gouvernement d'un administrateur général pour diriger l'Ares...

Précisément. La nomination d'un administrateur général par le gouvernement témoigne d'une mainmise du politique sur les lignes directrices du secteur, ce qui n'a jamais existé jusqu'à présent. L'autonomie de l'enseignement supérieur est un élément crucial. En aucun cas, il ne peut y avoir de dirigisme gouvernemental ni d'ingérence du politi-



Françoise Bertieaux, chef de groupe MR au Parlement de la Communauté française.

que sur ce secteur.

Que propose le MR dans ce cas?

L'Ares doit être essentiellement composée des recteurs des universités et des directeurs des hautes écoles, de façon à ce qu'elles puissent opérer en toute autonomie, et selon les principes du libre choix. Alors il paraît que le ministre a rééquilibré ce point-là dans le texte de son avant-projet de décret, moi, j'attends de voir pour le croire.

A côté de l'Ares, il y a aussi la question des pôles géographiques. Qu'en pensez-vous?

Qu'il y ait cinq pôles d'attraction universitaire, c'est un fait. Cela existe déjà, Marcourt n'a rien inventé. Faut-il pour autant que ces pôles soient fermés? Bien sûr que non. Depuis 2004, depuis la réforme de Bologne donc, je le dis: il est indispensable que nos universités et hautes écoles s'associent en toute liberté. C'est la position que le MR a toujours défendue. Déjà sous Simonet d'ailleurs. A cette époque, on faisait des mariages à la carte. Pour certains, on ac-

ceptait, pour d'autres, on refusait. Moi, ce que j'avais proposé, c'est un décret-cadre qui respecte la liberté d'association où chacun peut se marier librement avec qui il veut, quitte à ce que le gouvernement ait, en fin de processus, un pouvoir de régulation. En d'autres termes, qu'en début de course, on privilégie la liberté d'association avec des incitants qui permettent une rationalisation et qu'en fin de course, le gouvernement intervienne comme régulateur. Ici, ce que fait Marcourt, c'est exactement le principe inverse: zéro liberté d'association, on se fiche des associations faites par le passé, et que les gens s'entendent. C'est inacceptable.

D'aucuns considèrent que cette polarisation préfigure une régionalisation de l'enseignement supérieur. Votre avis?

Ecoutez, depuis le premier jour de la création de ces pôles, je le crains et l'ai dit au ministre. Quand je vois la configuration des pôles, et surtout celle du pôle bruxellois qui est bien circonscrit à Bruxelles, je mets en garde. Parce

Deuxième volet de la réforme, notamment le concept d'année académique qui serait supprimé. Une fausse bonne idée?

Intellectuellement, je peux le comprendre. Dès lors que l'on travaille en crédits à accumuler pour obtenir un diplôme et respecter ainsi la référence de Bologne, je peux le comprendre. Mais c'est un intellectuel pur déconnecté des réalités. Nous, notre référence, et le décret de Bologne l'a confirmé en 2004, c'est l'année académique. Cette nouvelle structuration en quadrimestres voulue par Marcourt est extrêmement difficile à organiser en pratique. Mais surtout, je pense que cela peut être très dangereux pour les étudiants. C'est ce que les Flamands appellent le "sac à dos". Ce dernier vous permet d'accumuler, au fil des quadrimestres ou semestres, un certain nombre de crédits, mais s'il faut acquérir 180 crédits en trois à six ans et que vous en avez laissé un sur le côté, au bout des six ans vous n'avez pas votre baccalauréat. Cela risque aussi de favoriser un allongement systématique des études. Un étudiant pourrait ainsi arriver à la fin de son master après une dizaine d'années, et qui va financer cela? Qui? Je vous pose la question.

Le texte prévoit aussi un gel de la répartition du financement.

C'est un manque de courage. Depuis 2004, on sait que l'on doit mettre à plat cette question du financement. Ce financement se termine l'année prochaine. C'est un dossier épouvantable dans une situation où les moyens se font rares. On s'était dit que l'on avait dix ans pour plancher là-dessus, en sachant que l'enseignement supérieur travaille en enveloppe fermée et qu'il y a de plus en plus d'étudiants chaque année. Et donc globalement, moins de moyens par étudiant. Ce n'est pas en gelant le financement qu'on va faire avancer les choses. Cette question du financement est un chantier titanesque. A côté de cela, les pôles, c'est de la petite bière.

Quel est votre état d'esprit sur le projet dans son ensemble?

Mon espoir est que le décret ne passe pas en l'état. Il en va de la sérénité du secteur. Il y a tellement d'opposants à ce décret, que s'il devait passer en l'état prochainement, il y aurait une pression maximale sur le gouvernement suivant pour le changer. Cela, c'est certain.

"Ce qui me frappe le plus dans le discours du ministre Marcourt, c'est qu'il traite de 'stupide' tout qui ne partage pas son avis. Il y a vraiment dans son chef cette volonté de conserver l'idéologie de son projet coûte que coûte, quelles que soient les objections qui lui sont faites."

FRANÇOISE BERTIEAUX
Chef de groupe MR au
Parlement de la Communauté
française.

Épinglé

Pas de réforme imposée!

Question de moment. "Je ne toucherais pas à l'organisation de l'enseignement supérieur pour le moment", a déclaré la libérale Françoise Bertieaux. Pour elle, "la réforme de Bologne (2004) vient à peine d'être rodée. Ce qui tue les gens, ce sont les réformes à répétition. Ce n'est pas bon pour l'excellence, ce n'est pas bon pour les étudiants non plus. A un moment donné, il faut laisser les gens travailler".